



---

**« USAGES ET DIFFUSION DES REFERENTIELS GEOGRAPHIQUES :  
QUELLES INTERACTIONS, QUELLES EVOLUTIONS ? »  
ATELIER DU 23 SEPTEMBRE 2013 : 14H – 17H30**

**Argumentaire et de trame de l'atelier**

**CONTEXTE**

Le développement croissant des technologies de l'information géographique et de leur couplage avec les technologies de l'information et de la communication ont produit et vont continuer de susciter une multiplication et une diversification d'usages et d'utilisateurs de l'information géographique. Les perspectives de recherche sont alors nombreuses. En janvier 2013, une Action Prospective (AP) s'est créée au sein du GdR MAGIS en vue de les explorer. Les objectifs de ce groupe sont de tenter de comprendre ce que les usages de l'information géographique nous disent de l'évolution des pratiques sociales et territoriales et inversement en quoi ces mêmes usages sont susceptibles de modifier le statut voire la nature des informations géographiques. Pour ce faire, l'AP « *Usages de l'Information Géographique* » du GdR MAGIS organise, dans le cadre de la conférence SAGEO (Brest, 23-26 septembre 2013), un atelier qui fait un focus sur un objet d'étude particulier : les référentiels géographiques. Celui-ci se propose plus particulièrement de traiter de la question des interactions entre usages et référentiels à partir d'un double questionnement : *Comment analyser à la fois l'évolution des usages par la constitution et la diffusion de référentiels et l'évolution des référentiels par la diversification des usages ?*

**PROBLEMATIQUE**

S'il est une notion qui se doit d'être explicite dans son contenu et stable dans le temps, c'est bien celle de *référentiel*. Dans cet esprit, un groupe de travail du Conseil National de l'Information Géographique avait élaboré un *document de doctrine sur la notion de référentiel* rendu public en 2003<sup>1</sup>, à une époque où l'information géographique numérique était encore presque exclusivement une affaire d'institutions et de spécialistes de la géomatique.

Le *référentiel géographique* y est défini comme « *un ensemble minimal de données complémentaires et cohérentes permettant de localiser directement ou indirectement les données de tout organisme et de produire les référentiels géographiques métier (...), et de ce fait utile à tous* ». A ce dernier s'adjoignent voire se combinent des *référentiels métier*

---

<sup>1</sup> Note 2003-CNIG-085 :

[http://www.cnig.gouv.fr/front/docs/cms/evaluation-produits-publics\\_124032280817304500.pdf](http://www.cnig.gouv.fr/front/docs/cms/evaluation-produits-publics_124032280817304500.pdf)

renvoyant à des communautés thématiques, sectorielles ou professionnelles d'utilisateurs et dont les données sont « *souvent produites dans le cadre d'un besoin d'exploitation, de gestion ou d'études dans un souci de réutilisation ultérieure comme référentiel* ». Les données dites *d'intérêt général* (occupation du sol, équipements publics, largeur d'une route...), tout comme les données dites de *contexte* ou d'*habillage* (zones boisées, châteaux d'eau...) sont considérées comme des éléments secondaires des référentiels géographiques. De manière plus globale, ces différents référentiels (géographiques, géographiques métier) sont conçus comme des *données de référence*, couvrant de manière exhaustive le territoire, relevant de la responsabilité d'une structure publique clairement identifiée, et auxquelles « *les utilisateurs accordent un niveau de confiance très élevé, lié à la légitimité de l'organisme responsable* ».

Dix ans plus tard, si la définition donnée des référentiels métier garde toute sa pertinence, en revanche la nature et le statut du référentiel géographique méritent *a minima* d'être revisités. En effet, la diffusion des SIG et des technologies de l'information géographique au-delà de leur écosystème originel (principalement la gestion et l'aménagement de l'espace), dans les sphères de la décision territoriale, des services (publics et privés) aux individus, des entreprises, de l'action collective et de l'organisation communautaire... a certes modifié les formes et domaines d'utilisation des données géolocalisables, mais également les référentiels usités (le référentiel étant entendu comme la combinaison des objets géographiques et des *standards* de représentation permettant de situer et de contextualiser de manière familière ou intuitive les informations *originales* apportées par ou via la carte).

Alors que leur mobilisation est quasi systématique dans les usages des SIG et des TIG, la question des référentiels, c'est-à-dire de l'environnement cognitif et – le plus souvent – visuel au sein duquel sont positionnés ou proposés les résultats des requêtes et des analyses, est peu interrogée du point de vue de la recherche. Dans sa double fonction de repérage et de support d'interprétation, le référentiel géographique est pourtant au cœur de la vocation transversale des SIG dans la mesure où :

- il matérialise la continuité horizontale et verticale (scalaire) de l'espace,
- il propose une interprétation de l'espace satisfaisant à des cultures professionnelles et disciplinaires autant qu'à des attendus fonctionnels diversifiés.

Pendant longtemps la palette des référentiels disponibles consistait pour l'essentiel dans des produits « sur étagère » présentant un caractère à la fois scientifique et institutionnel (BDs de l'IGN, cadastre, BD Carthage, Corine Land Cover...). La multiplication des acteurs et des usages de l'information géographique ainsi que les progrès technologiques ont induit simultanément une banalisation, une diversification et une complexification de l'offre et des formes de référentiels géographiques.

La forme de banalisation la plus évidente tient dans la fonction de simple interface de recherche assignée aux fonds cartographiques des services web de toute nature. Si la valeur ajoutée géographique peut se limiter *in fine* à faire apparaître les tarifs d'une pizzeria, le contenu du référentiel géographique proposé et les modalités d'utilisation donnent à voir l'espace d'une manière qui modèle (ou révèle) les représentations mentales des usagers/clients/citoyens, autant sinon plus qu'ont pu le faire en leur temps la *Carte de la France* accrochée au mur de la classe ou la carte 1/25000 au cours des randonnées familiales.

Conjugués aux effets de la globalisation, les progrès techniques permettent à des acteurs économiques, sociaux, territoriaux, communautaires de toute nature et de toutes origines de produire des référentiels dédiés, autonomes, malléables... rendant très largement caduques les impératifs de légitimité, de responsabilité et de stabilité jadis affirmés par le CNIG.

Dans le même temps, le développement des technologies nomades permettant de créer un lien immédiat, permanent et fonctionnel entre *la toile* et « moi (ou toi), ici, maintenant » modifie en profondeur ce qu'attend l'utilisateur en matière de caractérisation de l'environnement dans lequel il évolue. Le référentiel géographique statique, générique et égalitaire « historique » se trouve désormais en concurrence avec la possibilité technique et le besoin croissant de produire une forme de référentiel dynamique, personnalisé et égo-centré.

Indépendamment des aspects proprement technologiques, la prégnance croissante du *fait territorial* se traduit dans le souci pour les territoires émergents ou « gagnants » (métropoles, intercommunalités, territoires de projet...) de se doter de référentiels qui tout à la fois les spécifient et leur permettent d'intégrer de nouvelles approches fonctionnelles en fédérant leurs partenaires.

Au-delà de ses dimensions et enjeux opérationnels, la question de la montée en nombre et en usages des référentiels géographiques constitue ainsi un objet de recherche nécessitant de mobiliser et de croiser des approches disciplinaires diverses. Par leur différenciation (complémentarité, concurrence, compétition...), par leur capacité à imposer de manière « soft » voire subliminale les évolutions sémantiques et sémiologiques, techniques et technologiques, fonctionnelles et ergonomiques de l'information géographique, les référentiels géographiques sont un révélateur privilégié à la fois des mutations des usages et symétriquement, de la manière dont l'évolution des usages fait bouger les cadres techniques et cognitifs *communs* (au sens de banals et de partagés).

C'est pourquoi cet atelier se propose de traiter de la question des interactions entre usages et référentiels à partir d'un double questionnement : *Comment analyser à la fois l'évolution des usages par la constitution et la diffusion de référentiels et l'évolution des référentiels par la diversification des usages ?*

Pour ce faire, on partira de l'hypothèse que la problématique des référentiels géographiques doit désormais s'appréhender à travers différents points de vue et perspectives :

- institutionnel (les producteurs « historiques »)
- professionnel (les métiers de la géomatique mais aussi la « géomatisation » des métiers)
- scientifique (les disciplines thématiques qui, de plus en plus, recourent à la géomatique)
- territorial (les outils de *connaissance et de représentation de soi* mis en place par les « nouveaux » territoires)
- communautaire (les dispositifs collaboratifs de production et de partage de données géolocalisées)
- commercial et individuel (les services web gratuits ou payants présentant à des degrés divers un caractère géographique)
- ... (?)

Les référentiels produits par ou pour ces différentes familles d'usage procèdent de spécifications que le CNIG avait décrites précisément s'agissant des perspectives institutionnelles et professionnelles. A l'évidence de nouvelles spécifications sont aujourd'hui à l'œuvre, et d'autres peut-être obsolètes dès lors que des référentiels peuvent désormais s'imposer de fait et non parce qu'ils ont ou font autorité. Dans ce contexte, la question n'est alors plus de définir rigoureusement de quoi est fait un référentiel mais de comprendre ce qui *fait* référentiel (en termes de contenu, de performance, d'ergonomie, de fonctionnalités, de processus de (co-)production, de trajectoire d'appropriation...).

**PRE-PROGRAMME** [lundi 23 septembre 14H-17H30]

### **Introduction à l'atelier.**

- Grégoire Feyt, UMR PACTE. L'Action Prospective « Usage de l'Information Géographique » du GdR MAGIS.
- Maud Balestrat, UMR AGIR. Les objectifs de l'atelier et la présentation des intervenants.
- Matthieu Noucher, UMR ADESS. La note du CNIG de 2003 comme point de départ d'un questionnement sur la nécessité de réinterroger la notion de « référentiel ».

### **Interroger la notion de « référentiels » à partir de contextes d'usages différents.**

- Sylvie Lardon, UMR METAFORT, Quels référentiels pour les procédures d'évaluation environnementales issues du Grenelle de l'Environnement ? Etude de cas à la DREAL Poitou-Charentes.
- Pierre Maurel, UMR TETIS. Les nouveaux territoires (de projet) suscitent-ils de « nouveaux référentiels » ? Le cas du SCOT du Bassin de Thau.
- Vanessa Rousseaux, UNIGE. Au-delà de la somme des référentiels nationaux... comment constituer un référentiel transfrontalier ? Le cas de l'agglomération franco-valdo-genevoise. (*sous réserve*)
- Laurent Coudercy, ONEMA. Comment faire évoluer les référentiels ? Le cas de la BD Carthage. (*sous réserve*)
- Intervenant OSM France. OpenStreetMap un référentiel guidé par l'usage ?
- Thierry Joliveau, UMR EVS. Les points d'intérêt (POI) peuvent-ils être considérés comme un référentiel grand public ?

### **Conclusion / Discussion.**

- François Salgé, MEDDE (co-rédacteur de la note de 2003). Dix ans après, le *document de doctrine sur la notion de référentiel* est-il toujours pertinent ?
- Débat avec les participants.

### **CONTACTS - ORGANISATION**

Maud Balestrat (INRA – UMR AGIR - Toulouse)  
Grégoire Feyt (Institut de Géographie alpine – UMR PACTE – Grenoble)  
Matthieu Noucher (CNRS – UMR ADESS – Bordeaux)

<http://usagis.hypotheses.org/>

NB : l'Action Prospective « Usages de l'Information Géographique » se réunira à l'issue de cet atelier (18H-19H) pour préparer l'organisation d'un séminaire en 2014.